

Texte d'orientation 2021 **du syndicat SUD Education Alsace**

Quel SUD Education Alsace après 2021 ?

Depuis les attentats de 2015 et suite à la crise de la COVID se sont accumulées nombre de mesures liberticides.

Les répercussions de la crise sanitaire sur nos conditions de travail sont inquiétantes:

- atteintes à notre liberté pédagogique (visioconférences imposées, adaptabilité et réorganisation des cours exigée du jour au lendemain, ...),
- cumul cours classique et cours dégradé, parfois en simultané comme cela a été exigé dans le supérieur,
- mise en danger du personnel par un protocole sanitaire irréaliste et déficient,
- pilotage indigent du ministère et décisions prises au dernier moment,
- instrumentalisation de la presse pour semer le doute chez les personnels.

Profitant de la crise, le ministre de l'éducation nationale continue à être l'agent actif du rouleau compresseur capitaliste.

Etant donné les circonstances, il nous semble essentiel de rappeler ce qu'est le syndicalisme de lutte et ses liens avec les luttes émergentes.

Qu'est-ce que le syndicalisme de lutte ?

Le syndicalisme de lutte que nous revendiquons s'inscrit dans le courant syndicaliste révolutionnaire et poursuit un double objectif : d'une part défendre les intérêts immédiats des travailleurs-euses par l'action directe, en toute indépendance des organisations politiques, aux moyens notamment de la grève, du blocage ou de la désobéissance, de l'occupation ; d'autre part construire une autre société, débarrassée des rapports de domination, basée sur l'autogestion, la réappropriation des moyens de production et des services publics et la démocratie directe.

SUD Education Alsace maintient donc sa volonté de ne pas syndiquer la hiérarchie, afin de préserver notre indépendance, d'annihiler les rapports de domination et de poursuivre notre lutte contre le management pyramidal. Nous nous donnons comme principe de défendre le bas qui s'attaque au haut, et pas l'inverse.

Les luttes syndicales, dans l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche

L'éclatement des lieux de travail et des bastions salariés, l'augmentation de la précarité et du chômage, la répression syndicale accrue rendent, il est vrai, plus difficile l'implantation syndicale. La situation sanitaire, la mise en place de l'enseignement en mode dégradé et les confinements successifs n'ont pas amélioré les choses. De ce fait, nous sommes sur la défensive.

Nous défendons les retraites, la sécu, le statut, l'école... mais peinons à imposer un syndicalisme de lutte.

1- Pour être crédibles nous devons avant tout nous renforcer dans notre secteur professionnel.

Nous avons besoin d'adhérentes et d'adhérents pour relayer les informations du syndicat, et soutenir son développement. Nous stagnions en 2018 à une cinquantaine d'adhérent.e.s et nous nous félicitons car nous dépassons actuellement les cent.

2- Renforcer notre activité militante

Nous voulons continuer à porter nos propres revendications avec l'aide de nos adhérent·e·s, de nos sympathisant·e·s en organisant des HMI , des stages , des RDV au sein de nos établissements, grâce à notre présence dans ces derniers. C'est ensemble que nous pouvons reconquérir le terrain et ne pas laisser s'ancrer des syndicalistes réformistes ou réactionnaires.

La lutte syndicale sera possible grâce à la poursuite du travail de terrain des militant·e·s du syndicat auprès de leurs collègues mais également par un travail dans les secteurs professionnels (administratifs, AED, AESH) dans lesquels nous sommes peu présent·e·s.

3- Nos moyens de lutte et de mobilisation pour la défense et l'amélioration des conditions de travail

Nous devons diffuser plus largement notre travail syndical sur les conditions de travail, outils indispensables souvent méconnu de nos collègues (RSST, CHS, visite médicale....) et nécessaires pour donner confiance aux personnels.

La multiplicité des attaques de l'employeur, notamment par ses méthodes de gestion managériales des personnels, sous influence néolibérale, impose de penser et repenser nos pratiques syndicales internes et envers les personnels. Cela passe par:

- le passage systématique de l'individuel au collectif,
- les pratiques d'enquête-action,
- l'investissement dans Solidaires (formations, commissions...),
- la formation locale et fédérale,
- des actions concertées et des campagnes fédérales,

Toutes ces actions permettront de remobiliser les personnels autour des conditions de travail pour les amener progressivement vers la grève construite à partir de leur réalité de terrain.

Nous nous fixons l'objectif de développer l'autogestion dans le champ des conditions de travail. Pour ce faire, (re)créer des espaces collectifs de discussion permet aux personnels de construire les luttes. Ils et elles doivent être en mesure, avec l'action du syndicat, d'analyser leurs conditions de travail pour se mettre en action. Expert·e·s de leur travail, ce sont les plus à même d'en pointer les dysfonctionnements. L'action syndicale doit alors être repensée pour permettre aux personnels de s'emparer de leur pouvoir d'agir.

L'enjeu consiste à interroger le travail avec les personnels, à le mettre en mots sans plaquer d'analyse pré-établie, et à construire les luttes avec ces personnels en partageant avec eux nos

orientations.

4- Former les travailleurs·euses et développer le militantisme

Dans un contexte de désyndicalisation massive sur nos lieux de travail, la formation de militant·e·s de terrain au fait des débats, enjeux et outils, est plus que jamais nécessaire pour permettre une diffusion de nos orientations et engager les luttes. Notre formation militante doit se nourrir des formations Solidaires et fédérales autant que des formations locales où le terrain aide à repenser constamment nos pratiques.

La formation locale à destination des personnels leur permet de s'emparer de leur pouvoir d'agir, de connaître leurs droits et de partager nos orientations et analyses. Elle vise une réappropriation des espaces collectifs où il devient possible de mettre le travail et les conditions de travail en débat. Cette formation locale peut être ouverte ou interne afin de favoriser l'investissement collectif.

5- Le travail en intersyndicale et ses limites

Nous devons notamment continuer à rechercher l'action collective, car c'est un moyen indispensable pour construire un cadre de remobilisation des personnels et pour gagner sur nos revendications. Elle doit continuer à s'effectuer en portant nos propres revendications auprès des personnels et dans les intersyndicales lorsque que nous le jugeons pertinent. Elle n'empêche pas de prendre des initiatives propres. Nous devons, chaque fois que c'est possible, combiner les différentes formes d'unité des personnels en privilégiant tout ce qui peut accroître le rôle des AG de personnels associant les syndicats qui sont parties prenantes de la lutte.

Nous butons fréquemment sur la difficulté à mettre en œuvre des stratégies intersyndicales. Échanger constamment avec les personnels pour rendre visibles leurs attentes et leurs revendications sur le plan individuel et collectif est un moyen d'amener les autres organisations à s'impliquer davantage. Questionner l'intersyndicale, rompre avec celle-ci si besoin, et agir seul·e·s peut s'avérer nécessaire. Maintenir l'échange avec les personnels, décider collectivement en Assemblée Générale de personnels des revendications à porter auprès de l'employeur et à communiquer publiquement sont alors des leviers primordiaux.

6- La lutte pour des pédagogies émancipatrices

SUD Education Alsace prône la lutte pour des pédagogies émancipatrices au profit des élèves. Notre vision de l'éducation est émancipatrice car nous refusons une vision de l'éducation ayant pour seul objectif l'employabilité des élèves. Nous refusons de faire des élèves de la "chair à patrons" et défendons la mise en place de pédagogies coopératives, critiques et émancipatrices.

7- Un syndicat ouvert à toutes et tous.

Nous voulons peser dans les luttes pour que les combats que nous menons le soient le plus largement et le plus fortement possible. Cela veut dire admettre que notre syndicat puisse être hétérogène, que des niveaux d'implication divers s'y côtoient et qu'un certain volontarisme doit permettre de se développer.

Notre syndicat doit continuer de permettre à chaque adhérente et chaque adhérent qui le souhaite de s'investir dans le syndicat. Cela passe la mise à disposition des outils de base, de matériels et de formations aux militant·e·s. Il s'agit de permettre le renouvellement et l'élargissement de notre base militante tout comme de l'équipe de déchargé·e·s. Cela correspond à deux objectifs : l'un politique, l'autre pragmatique. En effet, nous considérons que le syndicalisme n'est pas l'affaire de spécialistes mais qu'il appartient aux adhérent·e·s du syndicat et nous avons besoin du plus grand nombre de camarades pour mener à bien nos ambitieux objectifs tout en évitant d'épuiser certain·e·s et de créer des super-militant·e·s.

Au vu du peu de forces militantes disponibles, il nous semble essentiel de prioriser les actions et d'être réaliste quant à nos capacités : prêter attention à la formation continue de celles et ceux qui souhaitent s'investir pour devenir plus autonomes et répartir les tâches entre toutes et tous, sans quoi nous risquons de perdre une somme de connaissances et de savoir-faire, ce qui peut être dangereux pour notre petit syndicat.

8- Les luttes en dehors du monde du travail

Des luttes continuent parallèlement à celles du monde du travail : migrant·e·s, logement, précarité, violences policières et répressions, restructuration urbaine, antifascisme, droits des femmes et des LGBTQI, Bure, ... Ces luttes s'organisent à travers des collectifs ou des assemblées, en dehors des structures traditionnelles qui peinent aujourd'hui à mobiliser (DAL, AC !, Front Social, collectif Stop Bure, GCO, ...).

Le syndicat SUD éducation Alsace doit travailler à la convergence de ces luttes aujourd'hui éparses pour construire un rapport de force à la hauteur des enjeux et gagner.

SUD éducation Alsace doit contribuer également à construire et à développer les liens dans l'interprofessionnel par le biais de notre Union locale Solidaires Alsace. Cela passe par la participation à son développement et aux actions mises en œuvre.

SUD éducation Alsace participe aux décisions démocratiques de l'Union locale Solidaires Alsace (à raison d'une voix par structure) mais ne saurait y avoir une position prédominante.

SUD éducation Alsace peut et doit être une force de proposition :

- en participant aux réunions mensuelles du conseil de solidaires, avec autant de personnes que possible,
- en impliquant ses militant·e·s dans la construction de ces luttes,
- en les relayant et soutenant leur existence,
- en les alimentant de nos points de vue et analyses,
- en aidant à la diffusion et à la production du matériel spécifique,
- en y consacrant des moyens de formation (stage, ...).